

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 18/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société TANNERIES ROUX**

B.P 66  
26100 Romans-sur-Isère

Référence : 20230417-RAP-DAEN0431  
Code AIOT : 0006102695

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 08/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre d'une campagne de contrôle régionale portant sur la gestion des produits chimiques, ainsi que dans le cadre du suivi des suites de la dernière visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS. Après l'arrêt de sa rivière fin 2022, l'activité est recentrée sur les étapes en aval (notamment la teinture et la finition).

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Le site emploie environ 110 salariés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de la précédente visite d'inspection,
- gestion des produits chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Suivi des suites d'inspection	Lettre du 15/12/2022, article sans	/	Lettre de suite	1 à 3 mois
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Lettre de suite	1 à 3 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite	1 à 3 mois
5	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Lettre de suite	1 à 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Délais
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
7	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de noter en préambule que l'équipe QHSE a été complètement renouvelée et renforcée par rapport à la dernière visite d'inspection.

Les suites données aux constats de la dernière visite d'inspection sont globalement satisfaisantes, avec la majorité des écarts qui ont été soldés.

Pour ce qui concerne les nouveaux points de contrôle abordés lors de la visite, portant sur la gestion des produits chimiques, il a été mis en évidence certains écarts que l'exploitant avait, en majorité, identifiés et pour lesquels les actions correctives nécessaires sont à mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

Il est constaté que les conditions d'exploitation sont en amélioration ces dernières années, l'exploitant doit néanmoins poursuivre les efforts et investissements entamés.

Le site prévoit encore des aménagements sur ses installations courant 2023, après l'arrêt de la rivière fin 2022, visant à améliorer / optimiser ses activités et les conditions d'exploitation (teinture, finition).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi des suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 15/12/2022, article sans
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suites de la visite du 15/09/2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Constats relevés à l'occasion de la visite d'inspection du 15/09/2022.  Rapport n°20221213-RAP-DAEN1005 du 15/12/2022. Lettre de suite n°20221213-LET-DAEN1006 du 15/12/2022.  Le rapport comporte 2 non-conformités et 15 observations ou demandes de compléments, dont plusieurs peuvent conduire à relever des écarts. Les échéances de réponse fixées étaient globalement de 3 mois à compter de la date de la lettre de suite (soit le 15 mars 2022).  Au jour de la visite, aucune réponse n'a été transmise.
<b>Constats :</b>  Le tableau suivant présente une synthèse de l'analyse des suites données aux constats de la précédente visite du 15/09/2022 sur la base des constats réalisés lors de la visite du 17/03/2023 et des réponses apportées par courrier daté du 25 janvier 2023 transmis par courriel du 31/03/2023.

N°	Point de contrôle	Suite donnée à la précédente visite	Rappel constats précédente visite	Suites données
1	Point n°1 – Situation administrative	Susceptibles de suites Délai 3 mois	<p><u>Observation n°1</u> : L'exploitant transmettra sous 3 mois un positionnement actualisé du classement de ses substances et mélanges dangereux relevant des rubriques « 1000 » (encore en vigueur) et « 4000 » de la nomenclature des installations classées (quantité totale susceptible d'être présente par rubrique).</p> <p><u>Observation n°2</u> : L'exploitant doit pouvoir justifier dans le temps de la situation de ses installations par rapport à la règle de cumul seveso bas (R. 511-11 du code de l'environnement). Pour cela, l'inventaire des substances et mélanges présents sur l'établissement doit comporter le détail des différentes mentions de dangers et des rubriques de classement associées, et pas uniquement la rubrique retenue pour le classement ICPE).</p>	<p><b>Observations soldées.</b></p> <p>Il est proposé de prendre acte du classement actualisé des installations (cf. annexe), avec toutefois une demande de transmission d'éléments d'appréciation complémentaires</p>
2	Point n°2 – Inventaire des substances	Avec suites Lettre de suite Délai 3 mois	<p><u>Non-conformité n°1</u> : L'exploitant ne dispose pas d'inventaire permettant de répondre précisément aux attentes fixées par l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral et l'article 49 de l'arrêté du 04/10/2010. L'inspection a noté les démarches engagées pour compléter l'inventaire en place. Il conviendra de justifier de la mise en œuvre d'une action corrective sous 3 mois.</p>	<p><b>Non-conformité soldée.</b></p>
3	Point n°3 – Suivi de l'arrêté de mise en demeure	Sans suite	<p><u>Observation n°3</u> : Il est rappelé que l'inspection attend une réponse au courrier daté du 07/09/2022 relatif aux résultats du contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé au titre de l'année 2022. Pour ce qui concerne la couleur, il ne sera pas tenu compte de l'écart dans la mesure où le rejet est réalisé en STEP urbaine (la zone de mélange fait référence au milieu naturel).</p>	<p><b>Observation soldée.</b></p> <p>La mise en œuvre des actions correctives mentionnées en réponse pourra faire l'objet d'un suivi.</p>
4	Point n°4.1 – AN-EAU – Plan des réseaux	Susceptibles de suites Délai 3 mois	<p><u>Observation n°4</u> : L'exploitant devra justifier de la mise à jour du plan des réseaux du site, tenant compte des dernières modifications apportées et présentant de manière différenciée les différents réseaux du site (eau potable, eaux usées sanitaires, eaux industrielles, eaux pluviales de voiries, eaux pluviales de toiture). Ce plan comportera par ailleurs les différents organes et installations techniques (compteurs, disconnecteurs, vannes, grilles de collecte, caniveaux aériens, etc.). Un exemplaire du plan est transmis sous 3 mois.</p>	<p><b>Observation non soldée.</b></p> <p>L'absence de plan de réseau à jour est requalifiée en non-conformité (ci-dessous)</p>
7	Point n°4.4 – AN-EAU – Résultats d'autosurveillance	Susceptibles de suites Délai 1 mois	<p><u>Observation n°5</u> : L'exploitant doit veiller à analyser chaque dépassement significatif et cette analyse doit être tenue à la disposition de l'inspection. Pour ce qui concerne les résultats de l'autosurveillance d'octobre 2022, l'exploitant transmettra son analyse à l'inspection sous 3 mois.</p>	<p><b>Observation soldée.</b></p> <p>Il est pris note des modalités de suivi des dépassements et du plan d'action qui fera l'objet d'un suivi lors des prochaines visites.</p>
8	Point n°4.5 – AN-EAU – Programme d'autosurveillance	Susceptibles de suites Délai 3 mois	<p><u>Observation n°6</u> : L'exploitant prendra connaissance du guide visé à l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et formalisera les modalités de mise en œuvre de son programme d'autosurveillance pour ce qui concerne notamment les opérations d'échantillonnage, ainsi que l'entretien de l'appareillage.</p>	<p><b>Observation soldée.</b></p>
9	Point n°4.6 – AN-EAU – Recalage	Susceptibles de suites Délai 3 mois	<p><u>Observation n°7</u> : L'exploitant doit formaliser l'analyse des écarts relevés entre ses résultats et ceux du laboratoire agréé, ainsi que les actions correctives mises en œuvre le cas échéant.</p>	<p><b>Observation soldée.</b></p> <p>Le plan d'action fera l'objet d'un suivi lors des prochaines visites.</p>

N°	Point de contrôle	Suite donnée à la précédente visite	Rappel constats précédente visite	Suites données
10	Point n°5 – Problématique H2S	Susceptibles de suites Délai 3 mois	<p><u>Observation n°8</u> : L'exploitant transmettra les résultats des deux campagnes de mesure de l'H2S dissous dans ses effluents (et sulfures), mises en œuvre avant et après l'arrêt de la rivière comme demandé lors de la visite. L'exploitant transmettra également les relevés des capteurs d'H2S gazeux sur ces deux périodes.</p> <p><u>Observation n°9</u> : L'exploitant transmettra sa procédure formalisée relative aux actions correctives engagées en cas de pic d'H2S détecté au niveau de son point de rejet d'une part, ainsi qu'au niveau du capteur VRA en aval (en cas d'information par l'agglo) d'autre part. Au moins deux niveaux d'action seront à prévoir en fonction du niveau de concentration et/ou de la durée du pic (seuils à définir).</p> <p><u>Observation n°10</u> : Le deuxième capteur fera l'objet d'une remontée d'information en continu, ce dernier étant plus récent et plus fiable selon les informations communiquées lors de la visite.</p>	<p><b>Observations n°8 et n°10 soldées.</b></p> <p><b>Observation n°9 non soldée (délai 1 mois)</b></p>
11	Point n°6 – Prévention des odeurs	Sans suite	<u>Observation n°11</u> : Compte-tenu de la mise en place d'un traitement des odeurs par charbon actif, il conviendrait de préciser la vocation de l'usage du masquant d'odeur.	<b>Observation soldée.</b>
12	Point n°7 – Prévention des nuisances sonores	Sans suite	<u>Observation n°12</u> : Il conviendra de programmer la prochaine étude acoustique en tenant compte des observations formulées par l'inspection des installations classées lors de la visite, ainsi que par courriel du 08/08/2022.	<p><b>Observation soldée.</b></p> <p>Une nouvelle étude acoustique a été transmise, avec toutefois un écart (cf. ci-dessous)</p>
13	Point n°8 – Déclaration GERE	Avec suites Lettre de suite Délai 3 mois	<u>Non-conformité n°2</u> : L'exploitant ne déclare pas annuellement ses émissions de polluants et déchets selon les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008. La déclaration sera mise en place en 2023 (bilan 2022), avec a minima les déchets dangereux générés et expédiés. Pour ce qui concerne les autres paramètres pouvant être à déclarer, il conviendra de vérifier les niveaux d'émissions des polluants dans l'air et dans l'eau, ainsi que le niveau de prélèvements d'eau, par rapport aux seuils fixés par cet arrêté.	<p><b>Non-conformité soldée</b></p> <p>La déclaration GERE a été initiée et sera finalisée dans les prochains jours.</p>
14	Point n°9 – Sécheresse	Susceptibles de suites Délai 3 mois	<p><u>Observation n°13</u> : L'exploitant devra tenir un registre à jour avec le relevé des prélèvements journaliers et mensuels, afin d'être en mesure de justifier des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral et mieux caractériser ses consommations en fonction de l'activité du site. Il conviendra de faire apparaître les relevés des consommations provenant du forage (eau souterraine) et du réseau public.</p> <p><u>Observation n°14</u> : L'exploitant transmettra les recommandations de Veolia en matière de suivi du compteur volumétrique (avec la périodicité minimale d'étalonnage).</p> <p><u>Observation n°15</u> : L'exploitant devra pouvoir présenter en 2023 les actions prises et envisagées pour limiter ses consommations en eau, en période « normale » d'activité ainsi qu'en cas d'épisode de sécheresse (mesures temporaires complémentaires). Il conviendra d'identifier le niveau de performance du site par rapport aux « meilleurs techniques disponibles » pour le secteur d'activité, ainsi que les objectifs particuliers de l'établissement pour la réduction de ses consommations en eau, à court et moyen termes.</p>	<p><b>Observations soldées.</b></p> <p>L'observation n°15 est soldée, mais les actions pourront faire l'objet d'un contrôle, au regard des nouvelles dispositions applicables pour la gestion de la sécheresse en 2023.</p>
L'inspection propose ci-après de nouveaux constats ou la requalification de certains constats, pour les points de contrôle de la précédente visite.				

#### Mise à jour de la situation administrative

Il est proposé dans le cadre des suites de la présente visite de prendre acte de l'évolution du classement des installations (mise à jour du tableau de classement visé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral), notamment au titre du bénéfice des droits acquis.

Toutefois, il apparaît que différentes modifications ont été apportées aux installations par rapport au dossier de demande d'autorisation, dans le cadre d'une part de la mise en œuvre d'actions de mise en conformité et d'amélioration (sur les rejets eau notamment), mais aussi du fait de l'évolution des installations (arrêt de la rivière, développement de la teinture). Certaines modifications sont notables et les précisions apportées sur les impacts de celles-ci sont insuffisantes.

**Non-conformité n°1 : L'exploitant n'a pas transmis tous les éléments d'appréciation nécessaires concernant les dernières modifications notables apportées aux installations, en application des dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Un dossier sera transmis sous 3 mois.**

#### Plan des réseaux

Pour ce qui concerne l'observation n°4 de la précédente visite, portant sur la mise à jour du plan des réseaux, l'inspection des installations classées considère qu'il convient de la requalifier en non-conformité du fait de sa persistance.

L'inspection a bien noté les actions correctives en cours devant permettre la transmission d'un plan des réseaux complet actualisé d'ici fin juillet.

**Non-conformité n°2 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux à jour et comportant l'ensemble des informations nécessaires, en application des dispositions prévues par l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral ainsi que de l'article 4-II de l'arrêté du 02/02/1998. L'exploitant justifiera de la mise en œuvre des actions correctives présentées sous 3 mois.**

#### Problématique H2S

L'exploitant n'a pas apporté de réponse à l'observation n°9. La demande est maintenue (procédure en cas de pic d'H2S en sortie de site ou en aval), avec une échéance de transmission de **1 mois**.

#### Niveaux sonores

La nouvelle étude acoustique met en évidence des dépassements du niveau d'émergence au niveau de 3 points de mesure en zone à émergence réglementée (ZER). Néanmoins, il est précisé que les sources de bruit à l'origine des dépassements ont depuis été supprimées. Une nouvelle étude bruit est attendue courant 2023. Celle-ci permettra de valider la mise en conformité.

**Non-conformité n°3 : Les mesures acoustiques réalisées sur une période minimale de 24 heures entre le 19 et le 20 octobre 2022 ont mis en évidence des dépassements de la valeur limite d'émergence fixée en zone à émergence réglementée par l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral. L'exploitant transmettra le rapport de la nouvelle campagne de mesures programmée courant 2023, sous 1 mois après sa réalisation.**

#### Sécheresse

L'exploitant a présenté dans sa réponse à la précédente visite, un plan d'action visant d'une part, à améliorer le suivi de ses prélèvements et consommations dans les différentes parties des installations et d'autre part, à réduire autant que possible ses consommations. La démarche n'est toutefois pas encore finalisée (objectifs à préciser, accompagnement extérieur...).

L'exploitant a été sensibilisé par courriel du 13 mars 2023 au nouveau cadrage réglementaire à venir pour l'année 2023.

L'exploitant envisage de réaliser un plan de sobriété hydrique (PSH) afin de pouvoir relever du cas d'adaptation « n°3 » qui devrait être prévu dans un nouvel arrêté « cadre » qui devrait être signé dans les prochains jours, concernant les mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de la Drôme (arrêté en consultation au moment de la visite).

À noter que les prélèvements d'eau du site vont notablement baisser du fait de l'arrêt de la « rivière ». Les actions programmées et le suivi dans le prochain mois des consommations vont permettre de réévaluer plus précisément les besoins en eau de l'installation.

**Observation n°1 :** Les valeurs limites fixées par l'article 4.1.1 feront l'objet d'une révision à la baisse compte-tenu de l'évolution de l'activité sur l'établissement. Cette révision fera l'objet d'une proposition par l'inspection au préfet sur la base de données qui seront à transmettre par l'exploitant (plan d'action eau, PSH, historique de consommations dans la nouvelle configuration). Une demande sera transmise en ce sens après la période estivale 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale (prise d'acte mise à jour du classement)  
Lettre de suite (pour les autres constats)

**Proposition de délais :** 1 à 3 mois



## N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette Article 17 du règlement du 16 décembre 2008 Règles générales « 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.  2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des Etats membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...) »
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a réalisé une visite des installations. Il n'a pas été relevé d'écart sur l'étiquetage des contenants des substances ou mélanges dangereux stockés sur l'établissement.  Certaines étiquettes étaient en partie dégradées, sans remise en cause de la lisibilité des informations. Ce point pourra faire l'objet d'une attention particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement Article 31 Exigences relatives aux fiches de données de sécurité « 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II (...) »  Article 35 Accès des travailleurs aux informations « Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »

Titre V : Utilisateurs en aval

Article 37

Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques

« (...) »

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;

c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

(...) »

**Constats :**

La disponibilité des FDS a fait l'objet d'une vérification par sondage. Celles-ci sont disponibles sur support informatique.

Les FDS suivantes ont été sollicitées :

\* Acide formique 85 % - UNIVAR (16/12/2022),

\* ML – 58 CONC. - KEMIA TAU (10/06/2015),

\* Chlorure ferrique – UNIVAR (08/09/2020),

\* Basochrom 33 - VOELPKER (09//08/2021).

L'inventaire des produits et des FDS associées a également été présenté. Il apparaît que plusieurs fiches de données de sécurité ne sont pas à jour au regard de la date de la dernière version disponible. En effet, les FDS révisées avant le 1er janvier 2021 sont obsolètes (évolution de son contenu) et il convient de contacter le fournisseur pour obtenir rapidement la mise à jour de celles-ci. Cet écart est identifié par l'exploitant qui a une action en cours.

**Observation n°2 : L'exploitant devra finaliser son action de mise à jour des fiches de données de sécurité des substances ou préparations détenues / utilisées sur le site. L'exploitant précisera son plan d'action sous 1 mois (priorisation).**

De manière ponctuelle, l'exploitant n'a pas retrouvé certaines FDS. Il s'agirait de produits présents en petites quantités qui ne sont plus utilisés.

**Observation n°3 : L'exploitant procédera à l'élimination des produits dont il n'a plus l'usage et dont il ne dispose pas de la dernière fiche de données de sécurité à jour.**

L'exploitant a identifié la liste des produits utilisés par zone afin de permettre la consultation des données des FDS par les opérateurs (FDS simplifiées). Cette action reste à finaliser.

**Non-conformité n°4 : L'accès des travailleurs aux informations des fiches de données de sécurité est insuffisant. L'exploitant doit finaliser les actions correctives initiées sur le sujet sous 3 mois.**

La mise en œuvre de certaines dispositions prévues par les FDS des 4 produits listés ci-avant a été vérifiée lors de la visite des installations. Il n'a pas été relevé d'écart sur les dispositions contrôlées, en dehors du Basochrom 33 dont une partie était stockée en extérieur (en attente de stockage selon l'exploitant).

**Observation n°4 : L'exploitant doit s'assurer du stockage des produits sous abri dans les meilleurs délais après réception, afin de prévenir tout risque de pollution du fait du ruissellement des eaux pluviales (cas du produit Basochrom 33 à stocker au sec par exemple).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 – Section IV : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement (articles 24 à 27) Article 25 I. - Capacité des rétentions « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduares.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. (...) VI. — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation. A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. (...) C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site. D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). (...) E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b> Les produits sont stockés sur des zones permettant de recueillir les écoulements accidentels.</p> <p>Les contenants de plus grande capacité sont stockés sur des rétentions individuelles (1 m<sup>3</sup>).</p> <p>Les produits dans les ateliers sont associés à des rétentions, dont la capacité n'est toutefois pas bien identifiée par l'exploitant. L'exploitant n'a pas non plus déterminé la capacité maximale globale des produits pouvant être entreposés par zone.</p> <p>Les rétentions des ateliers sont internes et « normalement » fermées, mais les capacités apparaissent insuffisantes (a minima sans justification).</p> <p><b>Non-conformité n°5 :</b> L'exploitant ne dispose pas de rétentions suffisamment dimensionnées dans l'ensemble des zones de stockage des produits chimiques, conformément aux dispositions prévues par l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant transmettra un plan d'actions de mise en conformité sous 1 mois.</p>

<b>Observation n°5 :</b> L'exploitant devra s'assurer de l'absence de possibilité d'écoulement accidentel des substances liquides dans les bouches de collecte des eaux pluviales, au niveau des aires de chargement / déchargement des produits. À défaut, il conviendra de mettre en place une procédure adaptée (plaque obturatrice, dispositif d'isolement...). La capacité de rétention devra être cohérente avec la capacité des contenants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois (mise en conformité) – 1 mois (plan d'actions)

## N° 5 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 25</p> <p>II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les zones de stockage des produits dans les ateliers (ou la partie « cuisine ») disposent de capacités de rétention internes, mais dont l'entretien ne fait pas l'objet de consignes (vérification de la capacité disponible, nettoyage des écoulements, état des surfaces...).</p>
<b>Non-conformité n°6 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un programme de contrôle de ses rétentions, afin de s'assurer de leur bon état et du maintien du volume minimal disponible, contrairement aux dispositions prévues par l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant transmettra un plan d'actions correctives sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois (mise en conformité) – 1 mois (plan d'actions)

## N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 25 II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés. «(...) Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »</p> <p>III. — Dispositions spécifiques aux réservoirs. « A.-Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.</p> <p>B.-Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>C.-Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il n'a pas été relevé de non-conformité évidente sur la gestion du risque d'incompatibilité entre les produits stockés.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la prise en compte de ce risque dans son plan de stockage des produits associés à la même rétention. Une vérification est à réaliser pour les produits acides et basiques notamment.</p> <p>Les produits utilisés sur le site relevant d'une classification au titre du règlement CLP ont majoritairement le pictogramme de danger correspondant au code SGH07 (mentions de dangers associées : H302, H312, H332, H315, H317, H319, H336 et H420).</p> <p>À noter que des actions sont en cours au niveau de l'aménagement des stockages, la gestion des risques liés aux produits (gestion des fiches de données de sécurité, sensibilisation et formation des opérateurs, accès à l'information...). L'exploitant indique qu'il avait identifié ce point sur la gestion des rétentions dans ses actions.</p> <p><b>Observation n°6 :</b> L'exploitant réalise dans les meilleurs délais une analyse du risque d'incompatibilité des produits stockés sur le site, associés à un même dispositif de rétention. L'exploitant communique sous 1 mois un plan d'action associé (analyse du risque et mise en œuvre des actions correctives le cas échéant).</p> <p>L'exploitant n'utilise plus de réservoir pour le stockage de ses produits. Lors de la visite, l'inspection a toutefois relevé la présence d'anciennes cuves. Ces cuves sont déconnectées, mais les conditions de mise à l'arrêt sont incertaines (neutralisation effectuée ?).</p> <p><b>Observation n°7 :</b> L'exploitant informe sous 1 mois l'inspection de l'état des réservoirs détenus sur le site qui ne sont plus utilisés (denier produit contenu, neutralisation du réservoir ou non). Un plan d'action sera communiqué en fonction des résultats de cette analyse.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Délais de réponse :</b> 1 mois

## N° 7 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (articles 45 à 69) Sous-section VI-1 : Connaissance des risques et des installations (Articles 48 à 50) Article 49 Etat des matières stockées. « (...) <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i> (...) »
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un état des matières stockées actualisé.  Ce point avait fait l'objet d'un relevé d'écart lors de la dernière visite et a été levé (cf. point de contrôle sur le suivi des suites).  Une mise à jour de l'état est réalisée toutes les semaines par l'équipe QHSE, sur la base des produits utilisés (sorties). L'inventaire va être complété par la rubrique ICPE, afin d'avoir un état du classement disponible en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe – Actualisation de la liste des installations classées

Sur la base des éléments transmis par l'exploitant, il est proposé de prendre acte par courrier préfectoral de l'évolution de la liste des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site des Tanneries Roux à Romans-sur-Isère (liste visée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012).

Le premier tableau traite des installations relevant d'un régime de classement (autorisation ou déclaration). Le second tableau traite des installations exploitées sous les seuils.

La mise à jour de l'arrêté préfectoral sera proposé à l'occasion d'une prochaine modification de l'encadrement des installations.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
2351 a)	<b>Teintureries et pigmentation de peaux</b> La capacité de production étant : a) supérieure à 1 t/j	Application dans le cadre de l'activité de teinture et de finition des peaux Foulons teinture : 9 foulons de production (1700 m <sup>2</sup> ) et 7 foulons R&D (200 m <sup>2</sup> ). Production maximale estimée à 4 t/j	4 t/j	A
2350 b)	<b>Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux</b> à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture (...) b) supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 5 t/j	Installations de tannage, exploitées en R&D.	< 5 t/j	DC
2355	<b>Dépôts de peaux</b> y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t	Stockage réfrigéré de peaux avant tannage et différents stockages des peaux en lien avec le process (jusqu'au produit fini).	120 t	D
1978. 13	<b>Solvants organiques</b> Installations et activités utilisant des solvants organiques mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) 13. Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 10 t/ an <i>(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation</i>	Utilisation de solvants (produits en contenant), notamment dans le cadre de l'activité de finition	20 t / an	D
2575	<b>Emploi de matières abrasives</b> telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage (...) La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Une installation : Doleuse BERGI (Modello 2100), d'une puissance de 33 kW	33 kW	D

2910. A.2	<b>Combustion (...)</b> A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, (...) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière au gaz naturel d'une puissance de 4,2 MW Cabines de séchages au gaz naturel (puissance des brûleurs de 2,25 MW)	6,45 MW	DC
2921. 1 b)	<b>Installation de refroidissement</b> par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Tours aérorefrigérantes	522 kW	DC
4130. 2 b)	<b>Toxicité aiguë catégorie 3</b> pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage de produits à mention de danger H331 (acide formique, biocide, etc.)	7,8 t	D

A (Autorisation), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Volume autorisé: éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Liste des installations classées exploitées sous le seuil de la déclaration pour les rubriques concernées :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal	Régime
1436	<b>Stockage de liquides [combustibles]</b> , de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Stockage de produits combustibles (produits pour la finition)	20 t	NC
1630	<b>Emploi ou stockage de lessives de soude</b> ou de potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Dépôt de lessive de soude à 30,5 %	1 t	NC
2563	<b>Nettoyage-dégraissage</b> de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles, à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : NC : quantité inférieure à 500 l	Dégraissage (maintenance) et machine à ultrason 200 l + 93 l	293 l	NC
2925. 1	<b>Ateliers de charge d'accumulateurs</b> électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène NC : puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération < 50 kW	Postes de charge de chariots élévateurs électriques	10,4 kW	NC



4331	<b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3</b> à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : NC : quantité inférieure à 50 t	Liquides inflammables de catégorie 2 et 3 (produits pour la finition)	15 t	NC
4510	<b>Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 20 t	Produits de classification H410	1 t	NC
4511	<b>Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 50 t	Produits de classification H411	1 t	NC
4718	<b>Gaz inflammables liquéfiés</b> de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) (...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables NC : quantité inférieure à 6 t	Bouteilles de propane	200 kg	NC
4719	<b>Acétylène</b> (numéro CAS 74-86-2) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : NC : quantité inférieure à 250 kg	Bouteilles d'acétylène (soudure)	35 kg	NC
4725	<b>Oxygène</b> (numéro CAS 7782-44-7) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : NC : quantité inférieure à 2 t	Bouteilles d'oxygène (soudure)	60 kg	NC
4734	<b>Produits pétroliers</b> spécifiques et carburants de substitution (...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : NC : quantité inférieure à 50 t au total	Une cuve de GNR (aérien)	1500 l	NC

**NB :** Ces installations, bien que sous les seuls de classement, sont listées avec des quantités limites, de manière à donner une information précise sur l'état des installations vis-à-vis du suivi des modifications.